

Editorial

Les élections européennes passées, le Président Sarkozy, mettant en avant le « score » obtenu par son parti et prétendant répondre au message envoyé par les électeurs nous promet le lancement sans délai d'une nouvelle vague de « réformes » destructrices. Il feint d'ignorer un chiffre pourtant éloquent : entre l'abstention et les bulletins blancs ou nuls, 62% des français ont refusé d'exprimer un vote et manifesté ainsi un rejet du cadre de l'Union européenne dont les directives depuis 1992 s'attaquent violemment aux services publics et aux conquêtes sociales.

Ainsi, les 28% de l'UMP représentent **11% des inscrits**. L'art de maquiller une déroute en prétendu succès.

Un sondage BVA du 16 juin dernier est instructif : 61% des français jugent la politique économique du gouvernement mauvaise. Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA, souligne que ce niveau, "très négatif" (...) "confirme bien" que les élections européennes du 7 juin, remportées par l'UMP, avec 28 % des voix (...) ne constituaient "nullement un feu vert à la politique menée" (voir article du journal « La Tribune » en p.3)

Il lui faut faire passer à toute force les consignes du FMI et de l'Union européenne en terme de réduction de la dépense publique, de démantèlement et de privatisation des entreprises et Services publics, de « libéralisation » du marché du travail.

Un nouveau train de mesures, différées jusqu'à l'après 7 juin, est en préparation : vote à la hussarde de la loi Bachelot contre le droit aux soins, loi étendant le travail le dimanche, projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique (passage le 17 juin devant la commission des lois de l'assemblée nationale), transfert vers les mutuelles de la charge des affections longue durée, nouvelles mesures contre les retraites, taxe « écologique » payée par les consommateurs en remplacement de la taxe professionnelle supportée jusque là par les entreprises, privatisation de la Poste...

Par ailleurs, les annonces du prétendu déficit de la Sécu à 20 milliards d'euros (alors que le gouvernement octroie 30 milliards d'exonération annuels aux patrons, dans un contexte où 428 milliards ont été offerts aux institutions financières en capitalisation et garanties), visant à justifier la réduction drastique de l'offre de soin et des prestations sociales, ainsi que l'annonce faite que la retraite à 67 ans ne serait « pas taboue », confirment la volonté de liquider au pas de charge 50 années de conquêtes sociales.

Et le tout alors que se multiplient les annonces de plans de licenciements tandis que dans la fonction publique 34 000 suppressions d'emplois sont programmées pour 2010 ; 34000, c'est un minimum vient de déclarer le ministre WOERTH.

Face à cette déferlante anti-sociale, plus que jamais la mobilisation générale du monde du travail est nécessaire. Le 29 janvier, le 19 mars, par millions les salariés sont descendus dans la rue. A la DGFIP les taux de grève ont été particulièrement élevés.

Dans ce contexte les faits démontrent que les journées d'actions « décentralisées » comme le 26 mai dernier ou les manifestations un samedi comme le 13 juin ne sont pas de nature à élever le rapport des forces en faveur des salariés et à faire reculer Sarkozy.

Pour notre part nous pensons qu'il est temps qu'à tous les niveaux l'orientation soit prise de préparer la mobilisation la plus large de tous les salariés, la grève sur les revendications jusqu'à satisfaction, qui contraindra Sarkozy à faire machine arrière.

C'est pour amplifier l'action de résistance et préparer cette indispensable mobilisation que nous vous invitons à rejoindre la section des Hauts-de-Seine sud du SNADGI-CGT.

CAMPAGNE IR : CHAQUE ANNEE C'EST PIRE

La campagne IR s'est déroulée cette année entre le 15 mai et le 29 mai officiellement ; cependant l'envoi des formulaires ayant eu lieu dès la fin avril dans notre direction, la campagne a débuté dès la réception de ceux-ci.

Dans un contexte de pénurie d'effectifs et d'augmentation significative des charges de travail, on a assisté à une explosion du nombre de personnes reçues. En effet, beaucoup de contribuables se sont déplacés pour avoir des explications sur le fait qu'un seul exemplaire de la déclaration des revenus avait été envoyé.

La consigne de ne pas faire de photocopies et de ne pas délivrer de duplicata de la déclaration pré-remplie a conduit à de fortes tensions entre nos collègues et les usagers. Mais personne n'est dupe : sous couvert de développement durable, cette mesure consiste à faire des économies et surtout à inciter à la déclaration par internet afin de pouvoir réduire encore le nombre d'agents des impôts.

Pendant des années, on a dit aux usagers de bien conserver leur double au cas où il y aurait un problème avec leur déclaration. Les usagers ont donc largement fait des photocopies : on voit bien que l'argument du développement durable ne tient pas.

De plus, les agents doivent renseigner les usagers à la banque d'accueil pour les problèmes les plus simples. Mais d'un problème « simple » peut découler une situation particulièrement personnelle que l'utilisateur n'a pas envie de partager avec les autres personnes de la file d'attente : où est la confidentialité là dedans ?

Le constat de cette campagne est alarmant : entre la pénurie des effectifs et l'accroissement des charges de travail, la situation est plus que tendue dans les services. Nous voici maintenant en pleine émission des déclarations et une autre pression va commencer : celle des statistiques de saisie.

Notre section a d'ailleurs interpellé la direction lors du dernier CTP en rappelant qu'au vu des postes vacants et des conditions de travail fortement dégradées, il ne serait pas étonnant que ces statistiques de saisie soient en baisse. Nous avons demandé, qu'en tout état de cause, qu'il n'y ait pas de pression sur les agents particulièrement à l'occasion de leur prise de congés.

Désordre, désorganisation, pression croissante, la campagne IR préfigure ce que nous réserve la mise en place des SIP à l'automne prochain.

TRAVAUX A SCEAUX

Des travaux ont débuté au Centre des Impôts de Sceaux le 23 février 2009 dans le cadre de la mise en place des SIP et se termineront normalement en juillet 2010, soit plus d'un an de travaux !

En dépit des promesses formulées par la direction et les chefs de centre et comme nous pouvions le supposer, les nuisances sonores sont très importantes depuis plus de trois mois (perceuse, marteau...) et ne se limitent pas aux seuls horaires du déjeuner.

Le manque de considération pour les agents va même jusqu'au remplacement des fenêtres de la cantine avec courant d'air garanti et autres désagréments liés à la poussière alors que ces travaux auraient pu avoir lieu en août pendant la fermeture annuelle.

Ces nuisances sont bien entendu néfastes pour notre bien-être personnel, nos échanges entre collègues et avec les usagers. Le bien-être des agents ne fait malheureusement pas l'objet d'audit ni d'objectif statistique et fait encore moins partie du contrat de performance.

Pour notre part, nous considérons que la direction doit remédier à cette situation ; nous intervenons dès à présent et au prochain CTP. Nous invitons nos collègues à nous faire remonter leurs préoccupations.

Issy -Campagne IR/campagne ISF : pour vous faciliter l'impôt.....et les conditions de travail...

Campagne IR:

Confidentialité ?! Avec 2 bureaux fermés et 3 boxes ouverts dédiés à l'IR plus le local courrier en délestage, la réception est problématique :

- pour le public ; la foule qui attend désormais uniquement au rez-de-chaussée de l'immeuble profite largement des conversations qui se tiennent dans les boxes ouverts et à la banque d'accueil.
- pour les collègues ; la concentration de tout le public dans un même espace et le nombre de bureaux fermés insuffisant rendent les conditions de travail très difficiles.

Campagne ISF : La borne d'accueil à l'entrée de l'immeuble ne propose ni la rubrique ISF ni la rubrique Fiscalité Immobilière ! Le contribuable qui souhaite être reçu pour l'ISF est donc désemparé. Il doit obligatoirement se présenter à l'agent de l'accueil.

Pendant la campagne IR, lorsque tous les boxes et bureaux du rez-de-chaussée étaient occupés, la FI devait chercher une place pour recevoir. La réception ISF s'effectuait alors à la banque d'accueil ou au guichet de l'espace caisse normalement réservé à la future caisse-Trésor.

Comment feront les collègues de FI, avec la création du SIP, lorsque la Trésorerie sera dans les locaux, tous les espaces étant occupés et l'affluence du public encore accrue ?!

Article du quotidien économique « La Tribune » du 16 juin 2009

« Le bilan de l'action de Nicolas Sarkozy et du gouvernement contre le chômage était déjà jugé sévèrement par les Français il y a six mois. Le climat s'est encore dégradé alors que le chômage demeure, avec le pouvoir d'achat, au premier rang des préoccupations.

Selon le baromètre BVA-Avanquest réalisé pour "La Tribune" et BFM, un peu plus d'un quart des Français (26 %) pensent aujourd'hui que la politique du gouvernement aura un impact positif sur la situation du chômage, soit cinq points de moins que dans la dernière enquête (novembre).

Un tiers estime même que cet impact sera négatif, ce qui représente un bond de 5 points en six mois. Un autre tiers pense que cet impact ne sera ni positif ni négatif mais nul.

Dans sa note de synthèse, Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA, souligne que ce niveau, "très négatif", est à "corrélérer avec la grande impopularité de la politique économique du gouvernement (61 % des sondés la jugent "mauvaise", contre 33 % qui la trouvent "bonne") et "confirme bien" que les élections européennes du 7 juin, remportées par l'UMP, avec 28 % des voix, soit 12 points d'avance sur le Parti socialiste, ne constituaient "nullement un feu vert à la politique menée".

L'institut BVA note plusieurs sujets de préoccupation pour Nicolas Sarkozy : "Générationnellement, l'ex-candidat de la France qui travaille n'est plus soutenu que par les retraités et les plus de 65 ans; sociologiquement, il ne l'est plus que par les chefs d'entreprise et les professions libérales; politiquement, il ne l'est plus que par les seuls sympathisants de l'UMP».

Le fossé se creuse donc avec les catégories populaires, les jeunes et les chômeurs. Ce sont des facteurs dont le chef de l'État et le gouvernement devront tenir compte, notamment lors de la préparation des élections régionales de mars 2010. »

Déclaration des sections 92 CGT et SNUI/SUD à la dernière réunion de fusion, le 2 juin 2009

Messieurs les Directeurs, Messieurs les Trésoriers,

Nous, représentants du personnel et au nom des sections locales CGT Impôts et Trésor, de l'Union SNUI/SUD Trésor, nous tenons à clôturer ses sessions de réunions de fusion qui se déroulent dans le département depuis maintenant 2 mois.

Nous avons, à chaque réunion, tenu à nous adresser aux agents des 2 réseaux sans interférer dans le déroulement des réunions mais en dénonçant les dépenses dispendieuses et irraisonnées qu'engendre ce genre de propagande (distribution de brochures, convocation de l'ensemble des agents s'asseyant au passage sur les règles de nécessité de services qu'on nous oppose parfois pour d'autres circonstances...).

S

ur la forme de ces réunions, nous sommes déjà intervenus pour dénoncer l'ambiance « langue de bois » et faussement rassurante des différents intervenants (du Ministre aux Directeurs), qui ont réussi le tour de force en 29 minutes d'intervention de ne parler à aucun moment du plus vaste plan de suppressions d'emplois que connaît actuellement notre administration depuis sa création (DGI et DGCP) !

L'entreprise de communication à outrance déployée depuis maintenant un an est le signe d'une grande fébrilité mais aussi de la crainte d'un rejet massif par les agents de cette entreprise de démantèlement de notre administration.

Nos messageries sont bombardées de communiqués, nos portails Ulysse, Magellan et Eole sont squattés par les différentes interventions du Ministre ou du Directeur Général, Echange est devenu l'organe officiel de Bercy...

Mais les agents ne sont pas dupes au printemps 2008 comme cet hiver, ils ont été parmi les secteurs d'activité les plus fortement mobilisés.

Sur le fond, la création de la DGFIP, emblème de la RGPP, est une opération de fusion dont les schémas et les buts sont les mêmes que les fusions boursières destructrices d'emplois.

M. Woerth a annoncé 7 000 nouvelles suppressions d'emplois pour les deux années à venir.

En réponse à un intervenant dans l'une des réunions, M. Bourgeon a admis que pour rendre les emplois demandés par le Ministre, il fallait « réformer » notre administration.

Le but est donc clair : réduire drastiquement les dépenses et le service public dans un contexte où des centaines de milliards sont offerts aux institutions financières et aux groupes industriels qui financent ainsi leurs plans sociaux.

Arrêtez de prendre l'usager comme alibi, lui qui voit ses perceptions fermer et les conditions du service publics se dégrader d'année en année. Les collectivités locales non plus ne sont pas dupes, vous leur avez fermé également leurs services de proximité et vous les avez jeté dans les turpitudes de Dexia et consorts.

La dégradation de nos missions ainsi que le mélange des genres par la confusion assiette/recouvrement permettra de mettre en place une taxation à la tête du client des plus riches et des entreprises, menaçant les fondements mêmes des principes fiscaux républicains d'égalité de traitement. La gestion des fonds publics deviendra une arme politique et dogmatique au profit d'une élite économique, à l'opposé de la satisfaction des besoins sociaux.

- Les agents des Hauts de Seine ne veulent pas de brochure mais une réelle considération qui passent par le respect intégral de leurs droits et garanties découlant du statut général et des statuts particuliers, l'arrêt du harcèlement statistique et des pressions quotidiennes.

- Les agents des Hauts-de-Seine veulent une reconnaissance de leurs qualifications pour lesquelles, ils ont sacrifié de leur temps soit en réussissant un concours, soit en bénéficiant d'une promotion de grade.

- Les agents des Hauts-de-Seine veulent exercer leurs missions dans des conditions de travail convenables, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et les créations d'emplois suffisantes au regard de leurs charges de travail. Ils veulent le respect intégral de leur métier distinct d'assiette et de recouvrement et dénoncent les pics d'activités comme tentative de remise en cause de ces métiers.

- Les agents des Hauts-de-Seine veulent l'établissement d'un zonage nord/sud pour les affectations ALD, EDRA et EMR afin d'éviter une mobilité d'un bout à l'autre du département, nuisible à leurs conditions de vie et de travail.

- Les agents des Hauts-de-Seine ne souhaitent plus venir au travail tous les matins en perdant de l'argent, ils demandent que l'intégralité des pertes de salaire depuis 2000 soit compensée au minimum avec un acompte immédiat de 200 euros mensuels, ainsi que l'intégration de leurs différentes primes dans le traitement.

- Les agents des Hauts-de-Seine demandent que leur statut de fonctionnaire de l'Etat soit garanti avec le retrait pur et simple du projet de loi de mobilité et de parcours professionnel ainsi que la Prime de Fonction et de Résultat.